

Etxerat.eus

Familles et amis de prisonniers, exilés et déportés politiques basques



LA CARTE DE LA DISPERSION

Actuellement il y a 455 prisonniers politiques basques emprisonnés.

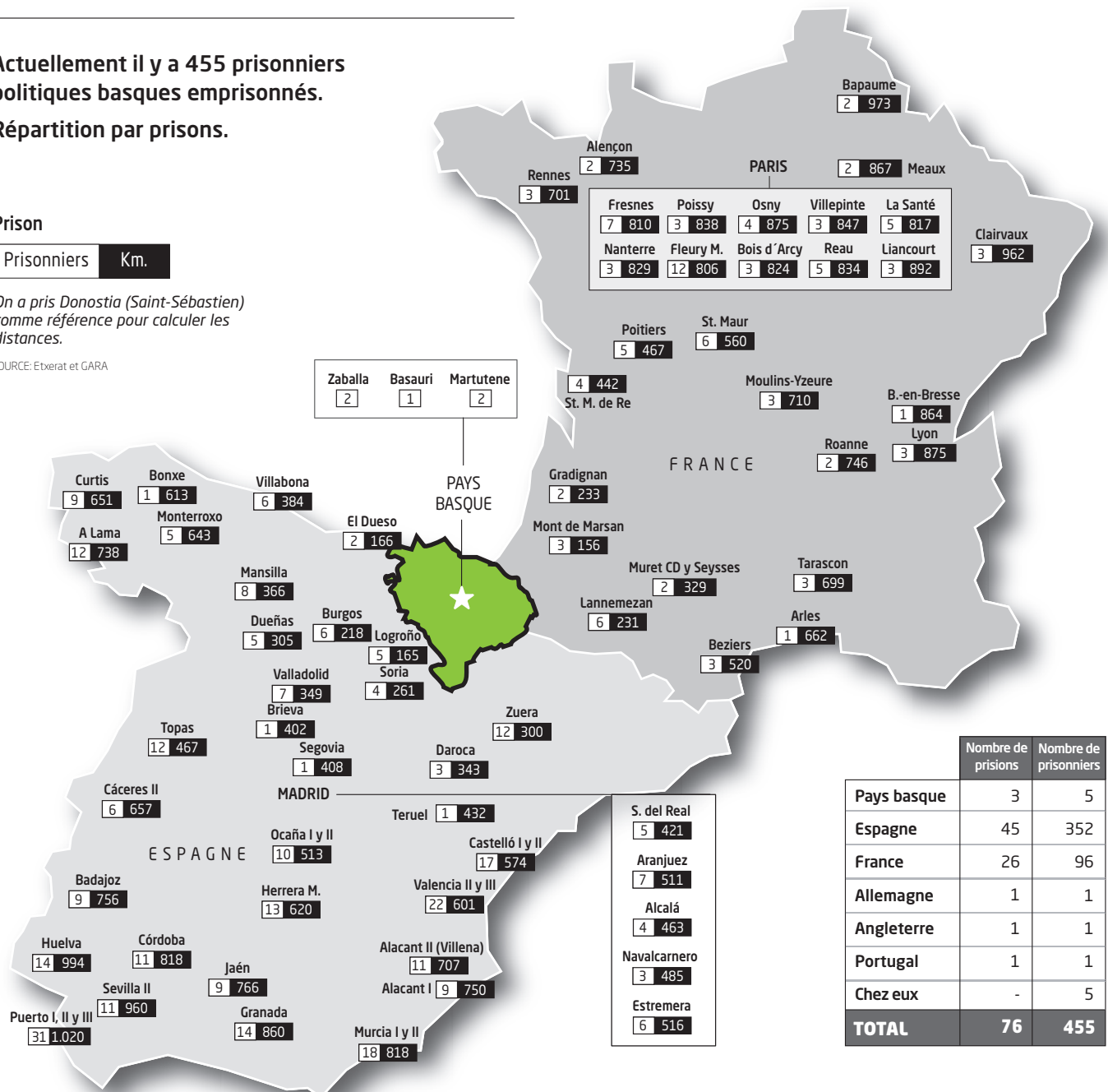
Répartition par prisons.

Prison

Prisonniers Km.

On a pris Donostia (Saint-Sébastien) comme référence pour calculer les distances.

SOURCE: Etxerat et GARA





1. Nous sommes des familles et amis de prisonniers, exilés et déportés politiques basques. Nous n'avons pas choisi notre situation, elle nous a été imposée par la prison et l'exil. En conséquence, l'association Etixerat est formée de personnes d'origines et d'idéologies différentes.
2. La situation de nos parents et amis emprisonnés ou en exil nous confronte aux violations de leurs droits essentiels, mais également des nôtres, parce que nous sommes leurs proches et parce que nous refusons de renoncer à les aimer.
3. Nous dénonçons les violations de droits. Les droits de nos parents et amis emprisonnés ou en exil, mais aussi les nôtres, et leur utilisation comme instrument de chantage, pression et vengeance.
4. Nous exigeons le respect des droits de tous comme un pas indispensable vers la résolution et la paix.
5. Nous revendiquons la reconnaissance de la souffrance comme garantie d'une narration de notre histoire basée sur la vérité et comme assurance que plus personne n'aura à vivre ou revivre de telles situations.

QU'EST-CE QU'ETXERAT?

L'association où les parents et amis de prisonniers et d'exilés peuvent trouver:

- Assistance, conseil et accompagnement, pour minimiser les dégâts d'une situation douloureuse et traumatisante qui a des incidences sur tous les aspects de notre vie physique, psychique, sociale et économique : la prison, l'exil, la déportation.
- Un lieu où nos expériences peuvent être comprises et partagées.
- Un espace de travail : information, témoignage, dénonciation et revendication.



QU'EST-CE QUE LA **POLITIQUE DE DISPERSION**?

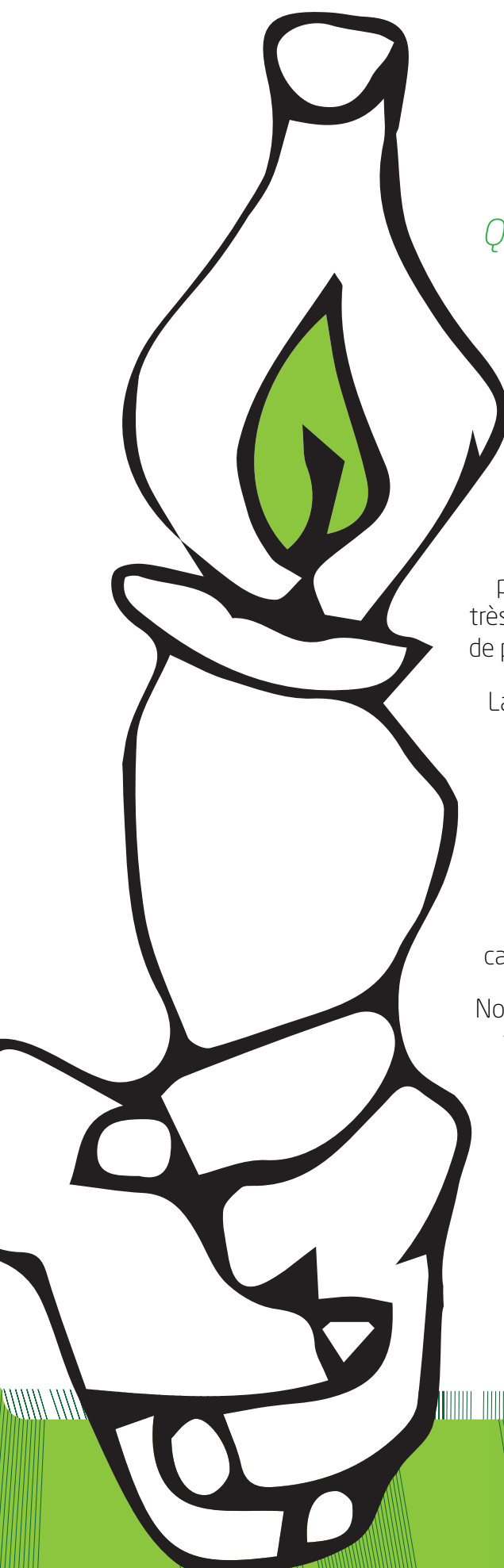
La politique de dispersion est une politique spéciale et discriminatoire appliquée aux prisonniers politiques basques par les différents gouvernements espagnols et français depuis près de trois décennies, en violation des principes énoncés dans le Code pénal espagnol: *“Les prisons espagnoles sont dispersées à travers le pays permettant aux détenus de purger leur peine dans la prison la plus proche de leur lieu d’origine pour éviter le déracinement de la famille et de la société”*.

455 prisonniers politiques basques dispersés dans 76 prisons.

DONNÉES

Distance	Pourcentage	Parcours total pour les proches
Plus de 1.000 km	14,06% (64 personnes)	Plus de 2000 km en moyenne par visite
Entre 990-800 km	26,81% (122 personnes)	1800 km en moyenne par visite
Entre 790-500 km	36,48% (166 personnes)	1300 km en moyenne par visite
Entre 490-400 km	6,81% (31 personnes)	900 km en moyenne par visite
Moins de 400 km	14,72% (67 personnes)	600 km en moyenne par visite
Portugal, Angleterre et Allemagne	0,65% (3 personnes)	Plus de 2000 km en moyenne par visite

Par conséquent, la politique de dispersion a été conçue dans le but de déraciner les prisonniers de leur environnement social, affectif et familial, en plus de leur refuser leur droit à participer à la vie politique de leur pays.



QUELLES SONT LES **CONSÉQUENCES**?

Cette mesure exceptionnelle appliquée à nos parents en prison affecte directement leur famille et leur entourage proche.

Pour exercer notre droit de visite, nous sommes obligés de voyager dans les pires conditions des milliers de kilomètres pour une visite d'une heure et demie (une demi-heure en Espagne). Ceci provoque une usure physique, financière et émotionnelle évidente, encore plus élevée dans les prisons très éloignées, ou dans le cas de très longues peines (certains prisonniers ont purgé des peines de plus de 30 ans de prison).

La conséquence la plus grave est que dans ces 25 années de politique de dispersion 16 proches ou amis ont été tués sur la route lors d'un voyage pour visiter un prisonnier. Tant que cette politique de dispersion ne finira pas, ces familles sont en danger de mort. Aujourd'hui, nous sommes injustement condamnés à continuer à voyager et à subir des coûts excessifs parce que nous refusons de renoncer à les aimer. Le droit à la vie de famille, à la vie et dans plusieurs cas, à la santé est subordonné à une décision politique.

Nous sommes victimes non reconnues d'une politique pénitentiaire qui vise à faire pression sur les prisonniers par l'intermédiaire de leurs proches. Victimes d'abus, de harcèlement, de discrimination et de la violation systématique de nos droits fondamentaux.

